

AADL : **Ouverture ce jeudi de la plateforme de retrait des ordres de versement**

P.24



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3097 Jeudi 16 Septembre 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

ANNABA

Nouvelle ville "Benmostefa BENAOUDA"

**Le wali institue des réunions
consacrées au suivi des
programmes d'aménagement
de cette localité**

P.06



ANNABA



**Vaccination contre
le Covid-19
Près de 40.000
personnes vaccinées**

P.06

COMMERCE



**Produits alimentaires :
Mettre en place
un système de
régulation des prix**

P.05



ANNABA / DCP

**Des brigades de contrôle
sur le terrain pour la protection
des consommateurs**

P.07

Plan d'action du gouvernement : Le volet social domine les débats à l'APN

Les interventions des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors du débat du Plan d'action du gouvernement se sont axées sur les questions liées à la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'habitat, l'emploi et le pouvoir d'achat.

Au deuxième jour du débat du Plan d'action du gouvernement, des intervenants ont salué les efforts du gouvernement dans l'élaboration d'un programme "à même de répondre aux exigences de la conjoncture actuelle et à la démarche d'édification de l'Algérie nouvelle", mettant l'accent sur les principales revendications des citoyens, notamment celles relatives à la santé publique, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'habitat, l'emploi et le pouvoir d'achat.



Pour Farida Ilimi, députée du Front de libération nationale (FLN), la pandémie de la Covid-19 a "établi l'absence d'une gestion stratégique de la crise, d'où la perturbation des prestations sanitaires assurées au citoyen, notamment en matière d'oxygène et de prise en charge des malades chroniques".

Elle a souligné l'impératif de "créer une cellule de crise pour le traitement des dysfonctionnements de gestion, en prévision d'une

persistance de la pandémie, et ce pour éviter ses répercussions dangereuses sur la santé publique". S'agissant de la gratuité des soins pour les citoyens à revenu limité, Abdesslem Bachagha, député du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a indiqué que cette question exige "un débat large et profond auquel tout un chacun doit contribuer", soulignant "la nécessité de lever le gel sur les projets du secteur, notamment

pour ce qui est des services des urgences, de gynécologie-obstétrique et des Centres anti-cancer (CAC) pour éviter au citoyen le déplacement".

Il s'est interrogé sur le rôle de l'Agence nationale de sécurité sanitaire dont la création a été annoncée, et qui devrait jouer "un rôle prospectif des nouvelles vagues de la Covid-19 et des méthodes de lutte contre la pandémie".

Par ailleurs, le député Abderrahmane Salhi (Front El-Moustakbal) a plaidé en faveur d'une hausse des salaires au regard de la situation économique et de la flambée des prix, a-t-il dit, appelant à la révision de la grille des salaires et du salaire national minimum garanti (SNMG).

Evoquant la question du logement, le député Messaoud Guesri (Parti du Front de libération nationale)

a estimé que "malgré les efforts consentis et les fonds alloués pour éliminer la crise du logement, des insuffisances demeurent au grand dam des citoyens".

"Il faut revoir la formule du logement social et assurer une distribution équitable des logements, toutes formule confondues", a-t-il insisté.

Le parlementaire Kadda Nedjadi (Indépendants) a, lui, fustigé ce qu'il a qualifié de "distribution inéquitable" des logements, faisant observer que "certaines wilayas ont été exclues des quotas de logements". Il faut revoir cette question, a-t-il dit.

Le débat général autour du Plan d'action du gouvernement se poursuit mercredi, en présence du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, qui répondra aux députés jeudi matin.

Programme du Gouvernement : Les chefs des groupes parlementaires au pupitre



Les chefs des différents groupes parlementaires sont attendus aujourd'hui pour intervenir au nom de leurs partis respectifs dans le débat sur le programme d'action du Gouvernement, après deux jours de délibérations (lundi et mardi) des députés.

Pendant ces deux jours, les préoccupations locales ont pris le pas dans les interventions des élus qui ont pointé entre autres « le manque d'infrastructures de base », le chômage, la pénurie d'eau, l'insuffisance des vaccins contre la Covid-19, etc...

La question du pouvoir d'achat a été également assez récurrente dans les propos des députés qui ont dénoncé "la flambée des prix des produits de large consommation", "la baisse du dinar qui ne cesse de dévisser."

Une situation face à laquelle les députés préconisent "une augmentation des salaires" pour rétablir un tant soit peu le pouvoir d'achat des citoyens dont la colère ne cesse de monter et contre laquelle ils mettent d'ailleurs en garde, redoutant une « explosion sociale »

Des critiques de fond également

contre le programme de Abdrahmane Aïmène qualifié de « littérature » et de « litanie d'incantations et de vœux pieux » par les députés du MSP qui ont relevé à juste titre « l'absence de chiffres pour quantifier les objectifs, les moyens financiers de les réaliser, et encore le défaut de calendrier »

A toutes ces interrogations et d'autres, qu'il a patiemment entendu en prenant note, le Premier ministre aura toute la latitude d'y répondre demain jeudi, avant le vote en plénière pour l'adoption définitive du programme.

Le président de la République décrète le 15 septembre journee nationale de l'Imam

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de décréter la date du 15 septembre, qui coïncide avec l'anniversaire de la mort de l'éminent Cheikh Sidi Mohamed Belkebir, journée nationale de l'Imam.

L'annonce en a été faite mercredi à Adrar, dans un message du président de la République, lu en son nom par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, aux travaux de la 19ème édition du colloque

national dédié à la mémoire de Cheikh Sidi Mohamed Belkebir.

Cette décision vient en reconnaissance aux efforts du défunt et en considération du statut de l'Imam et de l'importance de la place qu'il occupe au sein de la société, pour ce que véhicule cette date comme sens de citoyenneté mais aussi pour sa symbolique en tant que projet civilisationnel, au regard des contributions avérées de Cheikh Belkebir dans l'édification du pays et la formation des générations,

précise le message du président de la République.

Lors de la séance d'ouverture du colloque, ont été honorés plusieurs savants et Chouyoukh issus de différentes régions du pays, pour leurs efforts consentis pour la défense et la préservation du référent identitaire durant la Révolution et pour leur apport dans l'éveil des esprits après l'indépendance.



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Affaire de l'ex-DG de la résidence d'Etat "Sahel" : 7 ans de prison ferme requis

Le procureur de la République près le pôle économique et financier de Sidi M'hamed (Alger) a requis hier mercredi une peine de 7 ans de prison ferme et une amende de 4 millions de DA à l'encontre de Hamid Melzi, l'ex-Directeur général (DG) de la résidence d'Etat "Sahel", 12 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million de DA à l'encontre de l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, ainsi qu'une peine de 8 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million de DA à l'encontre de l'ancien ministre Abdelmalek Sellal.

Le procureur de la République a également requis une peine de 4 ans de prison ferme et une

amende de 5 millions de DA à l'encontre des enfants de Melzi, à savoir Mouloud, Ahmed et Salim. Tandis qu'une peine de 3 ans de prison et une amende de 500.000 DA a été requise à l'encontre de son 4e fils Walid.

Le représentant du parquet a également requis une peine de 6 ans de prison ferme et une amende de 2 millions de DA à l'encontre de l'ex-DG d'Air Algérie, Bekhouche Allache, 7 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million de DA à l'encontre de l'ex-DG d'Algérie Télécom, Choudar Ahmed, ainsi que 4 ans de prison ferme et une amende de 500.000 Da à l'encontre de l'ex-directeur de l'accueil et des résidences officielles, Fouad



Cherit.

A noter que le collectif de défense a entamé les plaidoiries au terme des réquisitions du procureur de la République.

L'audition des accusés et témoins dans l'affaire de l'ex-DG de la

résidence d'Etat du "Sahel", Hamid Melzi s'est poursuivie mardi.

Le juge a auditionné, pour le deuxième jour consécutif, l'accusé Hamid Melzi dans l'affaire de blanchiment d'argent

mise à nu par l'enquête et l'a interrogé au sujet du rapport de ses enfants avec son activité et son poste d'ancien directeur de la résidence d'Etat depuis 1997.

Placé en détention provisoire depuis mai 2019, Hamid Melzi est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, dont blanchiment d'argent, transfert de biens provenant de la criminalité, abus de fonction à l'effet d'accorder d'indus privilèges, incitation d'agents publics à exploiter leur influence en vue de violer les lois et réglementations en vigueur, outre la conclusion de contrats en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La modernisation de la Justice passe par la révision du statut de la Magistrature

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, à Alger, que la consolidation des libertés et la modernisation de la Justice passaient par la révision des statuts de la Magistrature et du Conseil supérieur de la Magistrature dont l'installation est prévue avant la fin de l'année. Présentant le plan d'action du Gouvernement à l'APN, M. Benabderrahmane a affirmé que le Gouvernement "s'emploie à consolider les libertés et moderniser la justice, en renforçant son indépendance et son efficacité par la révision des lois organiques relatives aux statuts de la magistrature et au Conseil supérieur de la magistrature, dont l'installation est prévue avant la fin de l'année". Le Gouvernement s'engage à "redoubler" d'efforts pour "améliorer la qualité et l'efficacité de l'action judiciaire et du service public lié à la justice", ainsi qu'à faciliter l'accès à la Justice, notamment en révisant le cadre juridique de l'assistance judiciaire, le renforcement des mécanismes qui facilitent cette assistance et l'amélioration des performances du système pénal". Le Premier ministre s'est engagé, dans le cadre de l'exercice des droits et des libertés, à accorder "plus de flexibilité" au cadre juridique relatif à la création d'associations et de partis politiques, ainsi qu'au droit d'exercice des libertés, de réunion et de manifestation pacifique dans le cadre du strict respect des lois de la République", soulignant que ces droits "devront être renforcés à travers une presse et



des médias libres et responsables qui œuvrent pour garantir le droit du citoyen à une information objective et crédible".

Le Premier ministre a également évoqué la garantie de la sûreté et la sécurité des personnes et de leurs biens, soulignant qu'il s'agit d'une priorité pour le gouvernement qui s'attèle à "renforcer" les moyens humains et matériels des services de sécurité, de sorte à leur permettre de "faire face à toute violation des droits des citoyens ou atteinte à leurs biens mais aussi pour continuer à lutter contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment en ce qui concerne la cybercriminalité et celles liées au blanchiment

d'argent, au crime organisé, au trafic de drogue et à tous les actes interdits".

Dans le même cadre, il a fait savoir que le Gouvernement œuvre à mettre en place une "nouvelle politique" de prévention des accidents de la route à travers une "nouvelle loi relative à l'organisation" de la sûreté et la police de la circulation".

Par ailleurs, le même responsable a souligné que le renouvellement de la gouvernance pour "une performance plus efficace et une plus grande transparence" revêt un "caractère stratégique" étant une "condition essentielle" à la réussite de toute réforme dans tous les domaines.

Le Premier ministre a indiqué, en

outre, que le rétablissement de la confiance des citoyens en les institutions de l'Etat constituait un "facteur important" pour réussir le processus de réforme engagé par l'Etat dans tous les domaines, c'est pourquoi le gouvernement s'emploiera à le réaliser en "poursuivant la moralisation de la vie publique et en privilégiant la performance qualitative dans le travail administratif".

Le gouvernement, ajoute M. Benabderrahmane, continuera à "consacrer" le mérite, la compétence et l'intégrité comme "critères" à remplir en vue d'accéder aux fonctions publiques de l'Etat en toute transparence, en plus de la "modernisation"

l'administration publique et la "réforme" de la fonction publique outre la réorganisation de l'administration publique et l'"amélioration" de la gestion du service public.

Pour ce faire, le Gouvernement accordera un intérêt particulier à l'accélération de l'achèvement du processus de simplification des procédures administratives" étant un "élément clé" dans le processus de modernisation de l'administration publique, ajoute le Premier ministre, qui a affirmé que l'appareil exécutif fera également "accélérer" le rythme de la transition numérique et "réunir" toutes les conditions de la réalisation du e-gouvernement dans le cadre d'une approche globale et coordonnée qui permettra l'utilisation commune des ressources, la mise en place de mécanismes d'interconnexion entre les différents acteurs et la "promotion" de la production de contenus numériques nationaux, ainsi que la "sécurisation" des systèmes d'information.

M. Benabderrahmane a déclaré que l'action du gouvernement intervenait dans le cadre du respect de l'engagement du Président de la République concernant la révision du système législatif de manière à permettre de "séparer l'argent de l'action politique", et "encourager" l'émergence d'une nouvelle génération d'élus sur la base de "l'efficacité et de l'intégrité", ce qui a assuré le "succès" des élections législatives du 12 juin dernier et, par conséquent l'installation de la première Assemblée populaire nationale (APN) suivant la "nouvelle formule".

Le ministre de la Santé reçoit une délégation du SNMGSP

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a reçu une délégation du Syndicat national des médecins généralistes de la santé publique (SNMGSP) avec laquelle il a évoqué la situation socio-professionnelle de cette catégorie, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

M. Benbouzid a reçu au siège du ministère une délégation du SNMGSP, dirigée par M. Abdelhamid Salah Laouar dans le cadre du "renforcement et de la promotion du dialogue avec les partenaires sociaux".

Le ministre a exprimé "toute la considération et la reconnaissance envers les professionnels de la santé pour les efforts consentis lors de l'accomplissement de leurs nobles missions, notamment en la conjoncture sanitaire actuelle", ajoute le communiqué.

La réunion a été "une occasion de réaffirmer l'importance du dialogue responsable avec les partenaires sociaux à tous les niveaux dans le cadre du renforcement et de l'amélioration de la prise en charge de la santé publique, conformément aux instructions données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune", ajoute la même source, précisant que "les débats entre les deux parties ont démontré une convergence de vues".

M. Benbouzid a exprimé, en outre, sa disponibilité à écouter les préoccupations et propositions de tous les membres du syndicat en vue d'améliorer les conditions de travail du médecin généraliste, pilier du système sanitaire, à travers la révision des statuts de manière à améliorer la situation socioprofessionnelle des travailleurs du secteur".

Pour sa part, le président du



SNMGSP a mis en avant "l'importance accordée par le ministère à l'ancrage de la culture du dialogue sérieux avec le partenaire social".

Les deux parties ont abordé, entre autres, "les préoccupations du

médecin généraliste notamment en ce qui concerne la révision du salaire et du statut de la Santé parallèlement à la réforme de la carte et du système sanitaire".

Le ministre a souligné, en outre, "le rôle axial du médecin

généraliste pour garantir le succès de la campagne nationale de vaccination contre le covid-19 compte tenu de la confiance que place en lui le citoyen", appelant à "la conjugaison des efforts pour faire face au covid-19".

Covid-19 : Des partenariats Pnud-associations pour la sensibilisation de la population

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Algérie) a signé des partenariats avec 7 associations algériennes, dans le cadre du projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie" pour la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation de la population sur la vaccination et les gestes barrières, indique, mercredi, un communiqué de la délégation de l'Union européenne (UE).

Les associations, dont certaines à caractère national, ont été retenues suite à un appel à partenariat lancé en avril dernier et sont : l'Association Scientifique des Etudiants en



Pharmacie de l'Université d'Alger (ASEPA), "Bariq 21" (Skikda), "El Hayet" (Alger), "Idrak des sciences médicales" (M'sila), "Insaf" (Sétif), "Main Tendue" (Tamanrasset) ainsi que "Santé Sidi el Houari" (Oran), précise la même source.

En vertu de ces partenariats, le projet de "Réponse solidaire européenne" accorde un appui financier à ces associations pour "l'acquisition de matériels de protection et la production de supports de sensibilisation ciblant "le grand public, plus

spécifiquement des catégories vulnérables de la population. Ces campagnes porteront sur la nécessité de l'acte vaccinal et le maintien des gestes barrières pour lutter contre, éviter, et endiguer" la propagation de la Covid-19, est-il expliqué.

La "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie" est financée par l'UE à hauteur de 43 millions d'euros et mise en œuvre par le PNUD Algérie, en partenariat avec le ministère de la Santé, le projet visant à "soutenir les efforts des pouvoirs publics pour enrayer la propagation de la pandémie de Covid-19 dans le pays et en atténuer les effets".

Il prévoit une réponse

intégrée en 3 volets, rappelle l'UE, citant "la dotation des structures sanitaires publiques en équipements médicaux, en matériels de dépistage précoce et en équipements de protection au profit du personnel soignant".

De même que "la formation d'environ 5000 cadres et praticiens de la santé publique (médecins, infirmiers, techniciens) à l'utilisation des équipements et à la prise en charge des patients", ainsi que "la communication et la sensibilisation de la population, à travers notamment des partenariats avec la société civile active sur le terrain", conclut le communiqué.

Coronavirus : 227 nouveaux cas, 192 guérisons et 18 décès

Deux cent vingt-sept (227) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 192 guérisons et 18 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 200.528 dont 227 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.614 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 137.052 cas.

Par ailleurs, 31 patients sont actuellement

en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 9 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



Produits alimentaires : Mettre en place un système de régulation des prix

La mise en place d'un système "transparent" pour la régulation des prix au niveau des marchés "s'impose afin d'endiguer la hausse des produits de large consommation", a préconisé mardi à Alger l'agroéconomiste, Ali Daoudi.

"La meilleure manière d'améliorer le fonctionnement des marchés, c'est bien la mise en place d'un système de régulation transparent à travers lequel les autorités devraient contribuer à produire des données et instaurer des règles de jeux claires", a préconisé M. Daoudi lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale.

Dans ce contexte, le professeur Ali Daoudi a estimé que "la divulgation des informations précises sur les coûts de production, les prix des matières premières importées, les besoins du marché, ainsi que le niveau du pouvoir d'achat du consommateur donneraient plus de visibilité aux opérateurs économiques pour mieux réguler leur production et afin d'éviter de travailler à perte". Selon ses explications, ce système d'informations devrait être appuyé par les Offices de régulation des produits alimentaires (ONAB, OAIC, ONIL) qui ont pour mission d'assurer la disponibilité des produits (céréales, viandes et produits laitiers) sur le marché national.

A cet effet, l'expert propose la révision des systèmes de régulation actuels notamment ceux portant sur le blé destiné aux minoteries et dont le prix est subventionné par l'Etat, alors que la semoule est revendue sur le



marché à des prix réels.

Revenant sur les causes de la hausse des prix des produits alimentaires de base, le professeur a expliqué cette augmentation par l'envolée des prix des matières alimentaires au niveau international depuis début 2021. "La flambée des prix sur le marché mondial, notamment depuis

les mois de juillet et août a été dopée par la reprise de l'activité économique. Celle-ci a été plombée pendant pratiquement un an et demi par la pandémie de Covid-19", a-t-il fait savoir.

A ce propos, il a cité le prix du blé qui a bondi à 250 dollars la tonne, tout au long des 8 premiers mois de 2021 et durant les deux

premières semaines de septembre courant, alors qu'en 2020 le prix du blé était de 185 dollars, soit une hausse de 34%.

Idem pour le maïs qui s'est accru, selon l'expert, de près de 60% en passant à 265 dollars la tonne durant 2021 contre 165 dollars en 2020.

Outre la hausse de la demande

sur le marché mondial, cet expert agronome a énuméré d'autres raisons tels que les facteurs climatiques (feux de forêts, sécheresse...) qui avaient alerté des observateurs du marché mondial et provoqué des spéculateurs sur une possible perturbation de l'offre.

Et malgré les niveaux de rendement étaient assez bons cette année, notamment aux Etats-Unis, les prix restent élevés, a-t-il souligné, précisant que de nombreux pays ont procédé aussi à la reconstitution de leurs stocks.

Parmi les autres facteurs de cette hausse, cet expert a également évoqué l'inflation qui a touché les pays industrialisés (Etats-Unis, Europe, Chine) en impactant plusieurs pays dont l'Algérie, ajoutant que la hausse des prix des carburants et des transports ont contribué dans la détermination des prix des produits agricoles sur le marché mondial.

Dans ce sens, il a souligné que l'Algérie était directement touchée par la fluctuation des prix sur le marché international d'autant plus qu'elle continue à importer une bonne partie des matières premières et des intrants utilisés dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire.

"En plus de ces causes citées, il faudrait ajouter la dévaluation du Dinar, qui se répercute sur les prix des produits alimentaires", a-t-il fait observer tout en rappelant que "la monnaie nationale a perdu environ 5% de sa valeur entre septembre 2020 et septembre 2021".

Huile alimentaire-sucre blanc : Examen d'un décret relatif au plafonnement des prix

Un projet de décret exécutif qui plafonne les prix à consommateurs et des marges plafonds à la production, à l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail, de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc a été examiné samedi lors de la réunion du gouvernement présidée par le Premier ministre, Ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.

Selon un communiqué du Premier ministre, cet exposé présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations est relatif au projet de décret exécutif

modifiant et complétant le décret exécutif n 11-108 du 06/03/2011 fixant le prix plafond à consommateur ainsi que les marges plafonds à la production, à l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail, de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc.

Ce projet de texte "vise à mieux rationaliser les importations des produits intermédiaires et des produits finis pour cette catégorie de denrées alimentaires, à travers notamment l'élargissement de la compensation des prix à d'autres matières produites localement afin de protéger la production nationale", a précisé la même source.



ANNABA / NOUVELLE VILLE BENMOSTEFA BENAOUDA**Le wali institue des réunions périodiques de travail consacrées à l'examen et au suivi des programmes d'aménagement de cette localité****Sihem Ferdjallah**

Le wali d'Annaba, Djamel Eddine Berrimi, a présidé une réunion du conseil de wilaya en présence du P/APW, du secrétaire général de la wilaya et de tous les membres des associations de quartiers de la nouvelle ville.

L'ordre du jour a été consacré à l'examen de la situation de la nouvelle ville Benmostefa Benaouda (Ex Draa Errich).

Au cours de ce conclave, il fut procédé à une présentation détaillée sur les programmes

d'aménagement urbain concernant cette localité.

Des représentants des associations de quartier présents, ont également exposés les préoccupations des habitants, notamment ceux des cités "417 logements" et "2400 logements" du site n°2. La plupart des points soulevés ont trait au cadre de vie en rapport avec l'aménagement extérieur et le raccordement aux réseaux de gaz, de télécommunications, transport en commun, ainsi qu'avec le secteur de l'éducation

nationale.

Le wali a chargé tous les directeurs de l'exécutif de se concerter et de coordonner leurs interventions pour assurer la concrétisation des programmes enregistrés dans les délais impartis et pour améliorer les conditions de vie des habitants de cette zone, soulignant dans le même contexte que des réunions périodiques seront organisées pour étudier et assurer le suivi de l'évolution de la situation de la nouvelle ville Benmostefa Benaouda.

ANNABA / EXÉCUTIF**Campagne de vaccination contre Covid-19 Près de 40.000 personnes vaccinées****Tayeb Zgaoula**

Selon les services de la direction de la santé de la wilaya d'Annaba (DSA), près de 40.000 personnes adultes ont été vaccinées contre la pandémie de la covid-19 depuis le lancement de la campagne de vaccination à travers le territoire national, sur un chiffre global



de plus de 800.000 personnes recensées à travers la wilaya d'Annaba. Pour rappel, Annaba

compte atteindre un jalon important de vaccination avec un taux de 50 % à travers les 154 points de vaccination retenus pour cette large campagne de vaccination. En effet, outre les structures sanitaires des crèches en plus de 35 pharmacies qui sont impliquées dans l'opération et les caravanes mobiles qui sillonnent régulièrement les

zones les plus éloignées" a-t-on indiqué auprès de la direction de la santé, il faut dire à ce sujet que l'opération de vaccination lancée par le wali d'Annaba, Djamel Eddine Berrimi, et le DSP depuis la nouvelle crèche de Sidi Achour est menée sans relâche pour toucher un grand nombre de personnes. Cette campagne de vaccination ne doit

cependant pas prétexter à un relâchement des gestes barrières qui contribuent à réduire le risque de contamination de la covid-19 et son variant Delta, comme on l'a constaté dans les services de transports et des négoce. Se faire vacciner une fois ne veut pas dire être à l'abri d'une éventuelle contamination de la covid 19. A bon entendeur.

ANNABA / ENVIRONNEMENT**Prolifération inquiétante des moustiques...les habitants des cités sollicitent une campagne de démoustication****Imen.Boulmaiz**

Les moustiques continue de pourrir le quotidien des habitants de plusieurs cités de la plaine Ouest, notamment, Oued Dheb, le 08mars, et Oued Forcha qui vivent, depuis longtemps, ces désagréments dans l'indifférence totale des autorités locales. Malgré l'intensité du phénomène, aucun plan contre les moustiques n'a été mis en place à ce jour, et ce, en dépit des appels des habitants. Hormis quelques campagnes de démoustication hors saisons et astuces de prévention anti-moustique, le souci n'est pas réellement pris en compte, en dépit des nombreuses doléances des habitants qui tirent la sonnette d'alarme sur ce phénomène récurrent. Un père de famille habitants au niveau de la cité "Oued Forcha", nous confie



: "Nous vivons un véritable calvaire dans nos appartements qui sont investis durant toute l'année par des moustiques agressifs qui nous empoisonnent la vie ! Aucun produit ne vient à bout de ces satanés insectes volants dont le bourdonnement à nos oreilles est incommodant » les gens considèrent que le problème n'est pas le moustique, mais les maladies qu'il peut véhiculer, c'est pour cela que la crainte est multiple. Il est

primordial de désinsectiser les décharges sauvages, éliminer les eaux stagnantes, curer ou couvrir d'une moustiquaire les entrées et points sensibles, pour endiguer un phénomène de plus en plus prégnant et devenu un cauchemar pour certains. Les habitants lancent un appel pour une véritable campagne de démoustication comme cela se fait chaque année dans certaines villes.

ANNABA /GENDARMERIE NATIONALE**Démantèlement d'un réseau de trafiquants de drogue et saisie de 10 grammes de cocaïne****Imen.Boulmaiz**

Les éléments de la gendarmerie nationale d'Annaba, ont réussi, au terme de leurs investigations, à saisir une quantité de 10 grammes de cocaïne et ont appréhendé trois individus, auteur de trafic de drogue, avons-nous appris de source fiable. Les gendarmes ont pu, à travers des enquêtes poussées, arriver au détenteur de cette quantité de substance nocive destinée à alimenter le marché

local. Dans le même cadre de cette opération, deux véhicules ont été saisis. Des dossiers judiciaires des personnes impliquées ont été établis, lesquelles seront présentées par devant le procureur de la République, aux fins de jugement. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les éléments de gendarmerie d'Annaba pour lutter contre le trafic de drogue et toutes les formes de criminalité.

ANNABA / Direction du commerce

Des brigades de contrôle sur le terrain pour la protection des consommateurs

Sihem. Ferdjallah

Le manque d'hygiène, de même que le non-respect de la chaîne de froid par les producteurs et les commerçants détaillants, sont, souvent à l'origine de nombreux cas d'intoxications. Selon notre source la semaine précédente, des opérations d'inspection ont été menées de manière régulière et inopinée dans les fast-foods, les restaurants, les cafétérias, etc...

précise-t-on auprès des services concernés, qui ne manqueront pas d'axer également leurs contrôles vers l'abattage clandestin, de la volaille également. Tous les éléments de la direction du commerce, ont été impliqués dans ce vaste programme destiné plus particulièrement à la protection du consommateur. Selon notre source, le défaut de respect des règles de conservation et d'hygiène nuit à la santé

publique et se traduit par des conséquences socio-économiques graves. C'est pourquoi, tous les moyens ont été mis en exergue pour veiller au respect des règles d'hygiène. «Avec le programme de lutte contre les intoxications alimentaires à travers la wilaya, nous estimons pouvoir éviter toute catastrophe», et ce à travers la multiplication des contrôles, a ajouté notre source.



ANNABA / El Bouni

Grogne chez les occupants des préfabriqués en amiante à Boukhadra

Sarah Yahia

Des dizaines de personnes résidant dans des chalets érigés sur le site 312 logements de Boukhadra de la commune d'El Bouni, ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya pour réclamer des logements. C'est au moins la troisième action du genre que ces habitants entament jusque-là. Les plaignants réclament à nouveau

leur relogement dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire comme promis, maintes fois, par les autorités dans le passé. Ces familles résident, pour la plupart, dans des chalets précaires en préfabriqué et pourvus de plaques en amiante, implantés il y a 35 ans de cela. Aujourd'hui ces chalets sont dégradés et doivent être démolis et leurs habitants relogés. «Nous

ne baisserons pas les bras tant que nous ne sommes pas relogés dans des logements décentes et les autorités doivent nous donner des réponses convaincantes, cette fois-ci». «Nos enfants sont malades et nous avons vieilli dans ces taudis», «Nous vivons dans des conditions lamentables. Les maisons menacent ruine. Nous avons épuisé tous les recours possibles pour que nos doléances

soient prises en charge par les autorités locales», ont déclaré à l'unanimité des chefs de famille. Le silence et le retard mis dans le relogement des familles, une trentaine environ, ne fait qu'attiser la colère des habitants de ces sites «il est impossible de vivre dans une habitation en préfabriqué d'une superficie de 36 m2» estiment-ils.



ANNABA / Energie

Les habitants de Sidi Amar se plaignent des coupures d'électricité due au piratage par les occupants d'habitations précaires

LB

Les coupures d'électricité signalées à travers la commune de Sidi Amar, sont dues généralement au piratage des poteaux de l'électricité par les habitants des bidonvilles au détriment des résidents. En effet, plusieurs coupures d'électricité ont été signalées dans ladite commune depuis quelques jours, ce qui a amené les services concernés à se déplacer afin de réparer ces pannes récurrentes. Il a été noté que ces coupures sont dues au piratage et à la destruction de câbles électriques qui fragilisent considérablement les capacités de distribution, particulièrement les transformateurs qui, sous l'effet de la hausse de température, diminuent de leur capacité nominale. Les câbles électriques illégalement détournés entraînent souvent une forte consommation de cette énergie vitale et sont souvent à l'origine de graves incendies. En effet, les habitants de Sidi Amar, se sont plaints plusieurs fois, et ont interpellé les autorités compétentes afin d'intervenir et de mettre fin à ce genre de piratage. Il est anormal que les habitants honnêtes honorent leurs paiement de factures alors que d'autres en disposent 24



heures sur 24 gratuitement sans en payer un seul centime, tirant profit de cette gratuité illicite. Il est temps de réfléchir sur les mesures à prendre contre l'abus de piratage et éviter à ce que des particuliers puissent avoir accès au raccordement anarchiques de câbles d'électricité. Un phénomène très répandu surtout au niveau des communes où les habitants des bidonvilles veulent s'alimenter gratuitement en électricité, y compris au niveau des grandes cités urbaines.

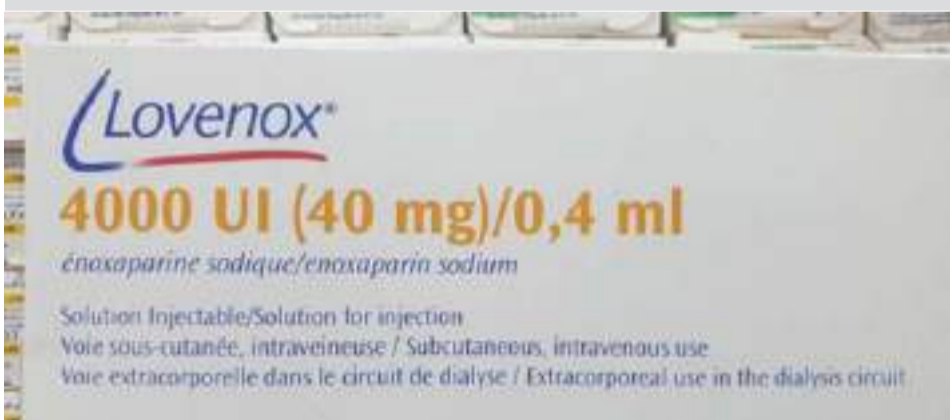
ANNABA / Officines

Utilisé dans le protocole thérapeutique anti-Covid19, le Lovenox se fait rare dans les officines

Imen.Boulmaiz

Le manque accru de Lovenox, un anticoagulant vital pour les malades atteints de Covid-19, persiste depuis quelques semaines à Annaba. Cet « anticoagulant » ou « fluidifiant » sanguin, mis sur le marché par le groupe français Sanofi, se fait de plus en plus rare dans les pharmacies. Il est actuellement utilisé, en association avec d'autres médicaments, dans le cadre du protocole thérapeutique anti-Covid. Des malades ayant l'habitude de le prendre ou ceux ayant des proches atteints du Covid-19 ne cessent de lancer des alertes via les réseaux sociaux à la recherche de ce traitement désespérément. Il y a un grand manque de médicaments

entrant dans le protocole thérapeutique de la Covid-19. Une crise chronique marquait déjà les médicaments utilisés dans le cadre du protocole thérapeutique, bien avant la Covid-19, mais qui s'est retrouvée accrue depuis l'apparition du variant Delta. Selon notre interlocuteur. Trouver ce médicament relève du miracle pour la plupart des malades, Certains tentent, tant bien que mal, de se procurer ce remède par le biais de leurs connaissances, alors que d'autres recourent aux réseaux sociaux où, généralement, les internautes réagissent favorablement pour orienter les familles et les malades désemparés.



GUELMA / NARCOTRAFIC Deux individus arrêtés en possession de drogue

Douakha.Z

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue en milieu urbain, et suite à un travail de suivi et d'investigation, les éléments de la police judiciaire, la brigade de la lutte contre le trafic de drogue, relevant de la sûreté nationale de la wilaya de Guelma, ont réussi à travers deux interventions différentes, à appréhender deux personnes soupçonnées, âgées de 27 ans et résidentes à Guelma.



Ces deux opérations ont eu lieu au niveau des quartiers Zaghoudi Lameri et la rue d'Anouna.

Après avoir pris toutes les dispositions judiciaires à l'encontre des mis en cause. A noter qu'une part de cannabis traité et 5 comprimés

hallucinogènes ont été saisis à cet effet.

Des dossiers judiciaires ont été établis les concernant, avant qu'ils ne soient traduits au tribunal de la ville de Guelma pour les délits de possession de drogue destinée à la consommation illégale individuelle, l'exercice illégal de la profession de pharmacien ainsi que la distribution anormale de produits pharmaceutiques par une institution non agréée par les autorités concernées.

ANNABA / EMIGRATION CLANDESTINE Deux groupes de "Harraga" interceptés au large des côtes Annabi

Sarah Yahia

Les garde-côtes de la wilaya d'Annaba ont, lors d'une patrouille de routine, intercepté dans la soirée de lundi dernier, deux groupes de 23 harragas alors qu'ils tentaient de traverser la méditerranée à bord de deux embarcations de fortune. Le premier groupe intercepté était composé de 10 personnes alors que le second groupe en comptait 13. Agés entre 17 et 36 ans, les 23 prétendants à la « traversée de la mort » sont originaires d'El-Tarf, Chelf, Blida, M'sila et d'Annaba. Les candidats à l'émigration clandestine qui s'apprêtaient à mettre le cap sur l'Europe, via l'île de la Sardaigne dans le



sud de l'Italie, étaient entassés à bord d'une embarcation de fabrication artisanale et furent interceptés à quelques miles de l'Est de Ras El Hamra. Au port de la marine, ils ont subi une visite médicale avant d'être auditionnés par la police judiciaire et présentés par devant le procureur près le tribunal d'Annaba pour répondre de leurs actes, dont la tentative de quitter le pays clandestinement.

BOUMERDES

Déclenchement de plusieurs incendies dans les forêts de Beni Amrane et de Tidjelabine



Plusieurs départs de feux ont été enregistrés, mardi soir passé, dans la région montagneuse de Beni Amrane avant de se propager vers la commune voisine de Tidjelabine (à l'est de la wilaya), a-t-on appris de la direction locale de la protection civile qui a mobilisé tous ses moyens humains et matériels pour leur extinction, selon APS. Le chargé de communication de cette institution, le lieutenant Hocine Bouchachia, a indiqué à l'APS que ces incendies qui se sont déclarés vers 16h, ont incommodé sept personnes qui ont inhalé de la fumée et qui ont été prises en charge par les agents de la protection civile, a-t-il dit, soulignant qu'elles sont hors de danger.

Ce même responsable a ajouté qu'aucune perte matérielle significative n'a été enregistrée, à l'exception de quelques anciennes habitations

abandonnées. La même source a expliqué que ces incendies, qui ont semé la panique parmi la population, sont partis, notamment, des zones de Souika et Ghazibaoun dans la montagneuse de la commune de Beni Amrane, avant de se propager, sous l'effet du vent vers d'autres zones voisines dont El Merayel et Beni Fouda dans la localité de Tidjelabine.

Les services de la protection civile ont mobilisé tous les moyens humains et matériels pour l'extinction de ces incendies.

Des unités d'intervention des wilayas voisines ont été, en outre dépêchées à Boumerdes pour participer à ces opérations de lutte contre ces feux qui se sont vite propagés à cause du vent et de la chaleur intense, a indiqué le lieutenant Bouchachia.

GUELMA / CRIMINALITÉ

Les services de la sûreté de wilaya ont récupéré des téléphones portables volés

Douakha.Z

Afin de combattre la criminalité sous toutes ses formes, au sein du milieu urbain, et suite à une plainte déposée par une victime, âgée de 33 ans résidente à Guelma, pour un acte de vol de 19 téléphones portables de différents types, dans un bus de transport, une opération de contrôle a été actionnée. Après avoir engagé toutes les procédures nécessaires, les éléments de la police judiciaire du commissariat de la 2ème



sûreté urbaine relevant de la sûreté nationale de la ville de Guelma, ont réussi

à interpellier deux individus l'un âgé de 27 ans et l'autre de 24 ans, résidant à Guelma.

TIZI-OUZOU / SINISTRE

Une vingtaine d'incendies enregistrés

Une vingtaine d'incendies ont été enregistrés mardi soir passé dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, hier mercredi, auprès de la direction locale de la protection civile, selon APS. Selon le chargé de communication de cette institution, le capitaine Kamel Bouchakor, sur ces vingt incendies, qui ont été tous éteints, deux étaient importants. Il s'agit des feux qui se sont déclarés dans les régions d'Azefoun (nord de la wilaya) et Assi Youcef (au sud-ouest).

Tous les moyens humains et matériels de la protection civile, nécessaires aux opérations d'extinction, ont été mobilisés, a-t-on souligné de même source, ce qui a permis de vite maîtriser ces foyers d'incendies.



Le capitaine Bouchakor a observé que la lutte contre le feu de la région d'Assi Youcef, a nécessité la mobilisation, en plus des moyens de l'unité de la protection civile de Draa El Mizan déployé sur le terrain aux côtés de ceux des autres services concernés, de la colonne mobile et d'un renfort de l'unité principale

de Tizi-Ouzou.

Ce même responsable a salué la mobilisation des différents services, mais aussi des citoyens qui ont participé activement à la lutte contre les incendies notamment celui d'Assi Youcef qui était menaçant en raison du vent fort et chaud qui soufflait sur la région.

Covid-19

L'Angleterre abandonne les mesures barrières pour s'en remettre à la seule vaccination

Décrétée fin juillet, la fin des règles de distanciation physique et du port obligatoire du masque va être maintenue dans le cadre du « plan hivernal », selon le modne fr.

Boris Johnson a tiré des leçons – au moins politiques – de l'automne 2020. Au lieu d'annoncer la fin des restrictions sanitaires sans parvenir à tenir ses promesses comme ce fut le cas en octobre, puis en décembre, le premier ministre britannique a présenté deux scénarios possibles pour son « plan hivernal » de lutte contre le Covid-19, mardi 14 septembre. Un « plan A », celui qu'il compte bien déployer dans les jours qui viennent, si la pandémie reste sous contrôle malgré le retour en classe des petits Britanniques, alors que le niveau d'infections était d'environ 33 000 nouveaux cas quotidiens ces sept derniers jours.



Et le « plan B » qu'il a expliqué tenir en réserve, au cas où l'hôpital public (le NHS) venait de nouveau à saturer – plan A et B ne valant que pour l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ayant leurs politiques sanitaires propres. Pour le 10 Downing Street, cette stratégie a aussi pour avantage de limiter la gronde dans les

rangs du Parti conservateur, à deux semaines de la conférence annuelle du mouvement. Les députés tories ne veulent plus entendre parler de reconfinements, se disent allergiques aux passeports vaccinaux (toujours pas effectifs en Angleterre) et refusent d'ailleurs ostensiblement de porter le masque dans la Chambre des communes...

Le « plan A » a tout pour les contenter : il repose presque exclusivement sur la poursuite de la campagne vaccinale anti-Covid. Décrétée fin juillet, la fin des règles de distanciation physique et du port obligatoire du masque va être maintenue. Ne s'isolent que les personnes testées positives ou les cas contacts qui n'ont pas reçu leurs deux doses de vaccin. L'idée d'un passeport vaccinal exigible à l'entrée des boîtes de nuit ou des grands rassemblements sportifs ou culturels est suspendue. Les restrictions pour entrer dans le pays pourraient de plus être considérablement assouplies. Abandon d'AstraZeneca pour le « booster »

En revanche, la campagne vaccinale des 12 à 15 ans va pouvoir commencer, dès la semaine prochaine, dans les

écoles. Le gouvernement Johnson est passé outre l'avis pourtant négatif du JCVI, le comité vaccinal britannique, qui estimait que le rapport bénéfice/risque pour la santé de l'enfant était marginal. Les enfants se verront administrer une seule dose de vaccin Pfizer-BioNTech (les conseillers scientifiques du gouvernement ayant considéré que l'immunité acquise grâce à la première dose suffisait). Ils pourront même aller outre la volonté de leurs parents si ces derniers refusent de donner leur consentement. Ce cas de figure ne devrait se « présenter que très rarement », a tenté de rassurer, mardi, Nadhim Zahawi, le secrétaire d'Etat aux vaccins, alors que des associations de parents commencent à exprimer leur inquiétude dans les médias.

En Chine, Xi Jinping se lance dans une campagne pour 2022 sans challengers, mais non sans challenges

Au pouvoir depuis dix ans, Xi Jinping, âgé de 68 ans, aurait dû laisser la place. Mais après avoir modifié la Constitution, il peut être président à vie, selon le monde fr.

L'expression peut faire sourire les Occidentaux mais Xi Jinping est en campagne. Une campagne aux caractéristiques chinoises bien sûr. A fleurets mouchetés. Sans challengers mais non sans challenges. Sans sondages mais non sans questionnements. Sans petites phrases mais non sans arrière-pensées. Sans candidats mais non sans ambitions. Avec de bien belles images néanmoins.

Comme celles suscitées, lundi 13 septembre, par l'inspection de Xi Jinping dans le Shaanxi, cette province du nord de la Chine où

Mao s'était réfugié une douzaine d'années à l'issue de la Longue Marche et où les parents de Xi se sont rencontrés en 1943. Xi visitant une usine chimique, Xi discutant avec des paysans, Xi se penchant sur une relique du maoïsme, Xi quittant un village à bord d'un simple minibus aux vitres fumées... Le message est clair : le grand leader est resté proche du petit peuple et fidèle à ses origines.

Au pouvoir depuis dix ans, Xi Jinping, âgé de 68 ans, aurait dû laisser la place, lors du XXe congrès du Parti communiste chinois (PCC), qui se tiendra à l'automne 2022. Telle était la règle imposée par Deng Xiaoping en 1982. Mais Xi Jinping ayant obtenu en 2018 une modification

de la Constitution abolissant la limite des deux mandats, il est plus que vraisemblable qu'il cherchera à être reconduit dans ses fonctions. Lesquelles ? Et pour combien de temps ? Telles sont les deux principales questions.

Xi Jinping est secrétaire général du Parti communiste, président de la République et président de la Commission militaire centrale. Conservera-t-il ces trois postes ? Sera-t-il prêt à en abandonner un ? Souhaite-t-il au contraire rétablir – et occuper – la présidence du parti, comme Mao ? Le Sphinx laisse planer le mystère. Peut-être en saurons-nous davantage en novembre. C'est dans deux mois que se tient le dernier plénum du Comité central du Parti, dernière grande réunion statutaire avant le



congrès. On y parlera histoire du parti, pensée de Xi Jinping mais aussi, en principe, composition du prochain bureau politique, puisque en 2022, près de la moitié de ses 25 membres aura atteint 68 ans, soit la limite d'âge (sauf pour Xi Jinping).

Partout en Chine, des milliers de quinquas et de quadras attendent ce renouvellement qui, par effet de cascade, a des répercussions sur de nombreux cadres du parti. Mais, manifestement, Xi Jinping ne fera connaître ses choix qu'au dernier moment.

En Côte d'Ivoire, des opérations « coup de poing » contre la corruption dans les services publics

La police et la gendarmerie sont particulièrement dans le collimateur des autorités, notamment pour les pots-de-vin prélevés aux vendeurs de produits vivriers, selon le monde fr.

La Côte d'Ivoire a lancé plusieurs opérations « coup de poing » contre la corruption dans les services publics, notamment la police et la gendarmerie, a annoncé mardi 14 septembre Zoro Epiphane Ballo, le ministre de la promotion de la bonne gouvernance, du renforcement des capacités et de la lutte contre la corruption – un portefeuille créé en avril. « Le message, c'est : attention à la



fraude, attention au racket, l'Etat vous voit », a-t-il déclaré.

Selon l'indice de perception de la corruption de Transparency

International, la principale ONG de lutte contre la corruption dans le monde, la Côte d'Ivoire a amélioré sa performance

depuis 2013 et se classe au 104e rang sur 180 pays. Mais « la perception des Ivoiriens en matière de corruption ne s'est pas améliorée », a reconnu le ministre lors d'un point presse, estimant que c'est « un défi important pour la bonne gouvernance, la croissance durable, la paix et le développement ».

« Le racket a un lien avec la vie chère »

Plusieurs secteurs du service public ont déjà été visés par des opérations visant à recueillir des preuves de corruption. La police et la gendarmerie sont particulièrement dans le

collimateur, notamment pour les pots-de-vin prélevés aux vendeurs de produits vivriers sur les routes de Côte d'Ivoire. « Ces pratiques ont un effet certain sur la hausse des prix des produits de consommation. Le racket a un lien avec la vie chère ! », a martelé M. Ballo, alors que de nombreux Ivoiriens se plaignent des prix des denrées alimentaires.

Les services du contrôle technique routier sont également considérés comme un secteur prioritaire, tandis que l'éducation, la santé ou la justice sont suivies de près par le ministère.

Les talibans démentent la mort du mollah Baradar, vice-premier ministre afghan

Ces démentis interviennent après plusieurs jours de rumeurs sur de possibles affrontements entre partisans du mollah Baradar et ceux de Sirajuddin Haqqani, chef du réseau Haqqani implanté près de la frontière du Pakistan et considéré comme l'une des franges les plus radicales et violentes du mouvement taliban*.

Les talibans* ont démenti que l'un de leurs principaux dirigeants, le mollah Baradar,

ait été tué dans une fusillade avec des rivaux au sein du mouvement, sur fond de rumeurs de divisions internes quasiment un mois après leur entrée victorieuse dans Kaboul. Sulail Shaheen, porte-parole des talibans*, a déclaré que le mollah Abdul Ghani Baradar, ancien chef du bureau politique des talibans* et nommé la semaine dernière vice-Premier ministre d'Afghanistan, avait diffusé un message vocal dans lequel il dément avoir été tué ou blessé dans un affrontement.

«Il dit que ce sont des mensonges et que c'est totalement infondé», a écrit ce porte-parole sur Twitter.

Les talibans* ont aussi diffusé des vidéos censées montrer le mollah Baradar participer à des réunions à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. Reuters n'a pas pu vérifier l'authenticité de ces documents.

Ces démentis interviennent après plusieurs jours de rumeurs sur de possibles affrontements entre partisans du mollah Baradar et ceux de

Sirajuddin Haqqani, chef du réseau Haqqani implanté près de la frontière du Pakistan et considéré comme l'une des franges les plus radicales et violentes du mouvement taliban*.

Les rumeurs portent aussi plus globalement sur des divisions internes entre les chefs militaires des talibans* comme Sirajuddin Haqqani et leurs représentants politiques, tels que le mollah Baradar, qui a piloté les efforts diplomatiques à Doha pour parvenir à un

accord avec les États-Unis ayant conduit au retrait militaire américain d'Afghanistan en août.

Les talibans* ont sans cesse démenti toute dissension interne.

Le mollah Baradar n'est plus apparu en public depuis de nombreux jours et il ne faisait pas partie de la délégation ministérielle qui a rencontré dimanche à Kaboul le ministre des Affaires étrangères du Qatar, cheikh Mohamed ben Abdoulrahman al Thani.

La Ligue arabe met en garde Israël sur le traitement de prisonniers palestiniens qui s'étaient évadés

Le Secrétaire général de la Ligue arabe a déclaré qu'il tenait le gouvernement israélien pour responsable du sort des six détenus palestiniens qui se sont échappés d'une prison israélienne la semaine dernière.

Le Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe pour la Palestine et les territoires arabes occupés, Saïd Abou Ali, a indiqué que l'institution suivait avec une grande inquiétude les mesures prises par les autorités israéliennes après l'évasion des détenus de la prison de Gilboa. Quatre d'entre eux ont été rattrapés depuis.

M. Abou Ali a réitéré le soutien absolu du Secrétaire général au peuple palestinien, et a mis en garde les autorités israéliennes sur la punition infligée aux six prisonniers palestiniens, leur demandant de ne pas nuire à ceux qui luttent pour la liberté et la justice, rappelant leurs droits en vertu du droit humanitaire international.

Il a également exhorté la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'homme à veiller à la protection des prisonniers, en faisant pression sur Israël pour qu'il respecte la législation internationale, notamment les conventions de Genève.

LIBYE:

Haftar et le président du Parlement reçus en Egypte par Sissi

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a reçu mardi le président du Parlement libyen Aguila Saleh et le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est de la Libye, a annoncé la présidence égyptienne.

Chef de facto d'une armée qui contrôle la province orientale et une partie du sud de la Libye, M. Haftar est de plus en plus pressenti comme candidat à la présidentielle libyenne prévue le 24 décembre.

L'Egypte a longtemps été considérée comme l'un des principaux soutiens de M. Haftar dans le conflit en Libye, marqué ces dernières années par l'existence de pouvoirs rivaux

dans l'Est et l'Ouest.

En début d'année, Le Caire avait bien accueilli la formation d'un gouvernement unifié et transitoire, installé à Tripoli sous la houlette de l'ONU et chargé de mener la Libye à des élections après 10 ans de chaos.

M. Sissi a reçu en février le Premier ministre libyen intérimaire Abdel Hamid Dbeibah pour affirmer le « soutien de l'Egypte au peuple libyen » dans sa quête de « stabilité ».

Le chef du Renseignement égyptien, Abbas Kamel, a également participé à la rencontre mardi, a indiqué son porte-parole Bassam Radi, sans donner plus de détails sur la



teneur des échanges.

L'ambassade américaine en Libye avait rapporté que M. Haftar avait rencontré début août au Caire l'envoyé de Washington pour la Libye, l'ambassadeur

Richard Norland, ainsi que des responsables égyptiens « dans le cadre des efforts américains pour soutenir les élections parlementaires et présidentielle libyennes ».

FRANCE:

L'obligation vaccinale entre en vigueur pour le personnel soignant

Pprès de 2,7 millions de personnes sont concernées. Ce mercredi 15 septembre, les professions médicales doivent attester qu'elles ont reçu au moins une dose de vaccin contre le Covid-19. Si l'immense majorité est en règle, il reste néanmoins des opposants.

Au moins une première dose dès ce mercredi et un parcours vaccinal achevé le 15 octobre. Faute de quoi, on s'expose à une suspension avec retenue de salaire. Actée par la loi le 5 août dernier, l'obligation vaccinale pour le personnel

soignant entre donc en vigueur et dans la très grande majorité des cas, sans causer de soucis.

En effet, la couverture vaccinale y est en moyenne très élevée : 95% en médecine libérale, 90% en hôpital et en Ephaad, loin des niveaux de mai dernier quand l'obligation vaccinale des soignants commençait à être évoquée. Le taux plafonnait alors autour de 50%. Cela dit, les moyennes actuelles masquent des disparités en fonction des professions. Pour les ambulanciers par exemple, 13% d'entre

eux n'avaient encore reçu aucune dose de vaccin début septembre. Dans les CHU également, l'absence d'une seule personne peut perturber toute une chaîne de soin. Celui de Nancy a par exemple déjà annoncé des déprogrammations d'opérations.

Obligation vaccinale: «Les soignants expriment leur mécontentement en refusant le vaccin»

Il y a également les conséquences concrètes pour ceux qui refusent de se faire vacciner. Que l'on soit d'accord ou non avec ce choix, il a des conséquences

: « J'imagine une possible reconversion, explique Laetitia, qui travaille en soin de suite et rééducation dans le Val-de-Marne, lors d'une manifestation organisée contre l'obligation vaccinale. Je devrais travailler au noir puisque nous ne sommes pas vraiment licenciés et qu'on ne touche pas le chômage non plus. Je vais devoir travailler de jour, de nuit, vendre des légumes ou je ne sais quoi. Je suis une mère seule et il faut bien que je continue de travailler pour mon enfant et pour moi. »

Italie : Bonne nouvelle pour Ghoulam



L'international algérien de Naples, Faouzi Ghoulam, a été autorisé à réintégrer le groupe Adam Ounas et ses coéquipiers à l'entraînement selon un récent communiqué du club. L'arrière gauche de 30 ans a effectué de nouveaux tests

concluants, ce mardi, à la Villa Stuart. Un établissement médical qu'a malheureusement bien connu l'Algérien durant ces dernières années. Pour rappel, Faouzi Ghoulam a été victime d'une rupture du ligament croisé du genou gauche en mars dernier.

ESS : L'ES Tunis propose un échange entre Bensaha et Daghmoum

Le milieu offensif de l'ES Sétif pourrait quitter dans les prochains jours son club de l'ES Sétif pour tenter une aventure à l'étranger. Le club tunisois a donc sollicité officiellement les responsables sétifiens pour enrôler le milieu de terrain Daghmoum., les négociations, selon nos sources sont déjà entamées entre les deux partis. Les Tunisiens ont proposé d'échanger Bensaha, prêté la saison derrière au MC Alger, avec Daghmoum, en plus d'une offre équivalente à 20 millions de dinars. Notons que la clause libératoire de l'international algérien de la sélection A' est de l'ordre de 37 millions de dinars. Il est utile de rappeler qu'il y a quelques jours, l'étoile du Sahel a manifesté son intérêt pour le joueur de 22 ans.



Ligue des Champions « tour préliminaire retour » : Le CR Belouizdad jouera à Bologhine



Le CR Belouizdad recevra les Nigériens d'Akwa United dimanche soir, à partir de 21h00 au stade Omar Hamadi de Bologhine, pour le compte du tour préliminaire «retour» de la Ligue des champions africaine de football, a annoncé mercredi dans un communiqué la Direction des Rouge et Blanc. Le Chabab, double champion d'Algérie en titre, est habituellement domicilié au stade du 20-Août 1955 d'El Anassers, mais il a exceptionnellement décidé de transférer ses quartiers à Bologhine pour ce match de C1. Un choix qui s'explique essentiellement par le fait que le stade Omar Hamadi dispose d'un éclairage nocturne fiable, ce qui permet

d'y organiser facilement un match, même au-delà de 21h00. Lors de la première manche, disputée dimanche dernier au stade Godswill d'Uyo, les Belouizdadis s'étaient inclinés sur le score d'un but à zéro, signé Friday Ubong à la 87e minute de jeu. De son côté, l'autre représentant algérien dans cette compétition, l'Aigle noir sétifien s'est lourdement incliné chez les Gambiens du FC Fortune (3-0). Le match «retour» CRB - Akwa United sera officié par un trio d'arbitrage libyen, conduit par Abdelbasset Chahoub, qui sera assisté de ses compatriotes Salah Chaouki et Wahed Al-Djahaw.

Le Championnat d'Algérie de canoë kayak en octobre à Beni Haroun

Le plan d'eau du barrage de Beni Haroun (Mila), abritera le championnat d'Algérie de canoë-kayak du 7 au 9 octobre prochain, a-t-on appris mardi, auprès du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS). Le championnat national, organisé par la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak (FASACK), en coordination avec les services de la direction locale de la jeunesse et des sports, verra la participation d'athlètes rameurs de différentes catégories d'âge, issus de plusieurs wilayas, a précisé à l'APS, le directeur local de la jeunesse et des sports, Abderrahmane Ahamidani. La même source a indiqué que

le comité d'organisation de ce championnat a ouvert la phase de réception des dossiers des athlètes participants, dont le nombre oscille entre 150 et 200 rameurs, parmi lesquels des athlètes de la wilaya de Mila, qui accueille cet événement sportif au niveau du plus grand plan d'eau en Algérie. Selon M. Ahamidani, le coup d'envoi du championnat d'Algérie de canoë-kayak marquera la reprise des compétitions dans cette discipline sportive entre divers clubs à travers les wilayas du pays, après une pause de deux saisons en raison de la propagation de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Ce championnat constitue



également une occasion pour la relance des sports nautiques dans la wilaya de Mila, qui possède les atouts devant assurer à ces disciplines sportives succès et

développement avec notamment le méga plan d'eau du barrage de Beni Haroun, ainsi que la base aquatique, érigée sur une des rives du barrage, dans la région

d'Anouche Ali dans la commune de Grarem Gouga, équipée de tout le nécessaire pour les entraînements et les compétitions, a-t-on encore ajouté. Le DJS a aussi souligné que le camp de jeunes, à côté de la base aquatique à Anouche Ali sera « prochainement » prêt pour accueillir les invités, athlètes participants à ce championnat. Le plan d'eau du barrage de Beni Haroun avait déjà accueilli un championnat national de canoë kayak au cours des dernières années, et devra accueillir également fin octobre prochain le championnat de voile, en plus d'autres compétitions arabe et africaine, a relevé, le directeur local de la jeunesse et des sports.

Réunion de crise au FC Barcelone

Une réunion entre les principaux dirigeants du FC Barcelone a eu lieu tard dans la nuit.

Une fois encore, le FC Barcelone a vécu une dure soirée européenne au Camp Nou. Cette fois, les troupes de Ronald Koeman se sont inclinées sur le score de 3-0 face au Bayern Munich, mais les Bavarois ont souvent donné l'impression de ne pas toujours jouer à fond et de ne pas vouloir tirer sur une bête déjà bien blessée. Une défaite prévisible pour beaucoup, mais qui pourrait laisser des conséquences...

Tant Sport que Mundo Deportivo indiquent ce matin qu'une réunion a eu lieu dans la nuit à Barcelone. Joan Laporta, le président du club, a ainsi organisé une réunion improvisée dans les heures qui ont suivi la défaite, avec le vice-président Rafa Yuste et le directeur du football Mateu Alemany. Les trois hommes ont quitté le Camp Nou aux alentours

de 2h du matin, signe que cette réunion a duré un bon moment.

L'avenir de Koeman remis en question ?

En interne, les dirigeants sont très inquiets par l'image laissée par l'équipe, tout en étant conscients qu'aujourd'hui, le Barça n'a pas les moyens de rivaliser avec une équipe comme le Bayern. Le fait que les troupes de Ronald Koeman n'aient cadré aucun tir pendant la rencontre est cependant considéré comme très préoccupant aux yeux de l'état-major blaugrana selon Sport.

On ne sait pas encore si des décisions ont été prises, avec l'avenir de Ronald Koeman en jeu notamment, et des informations filtreront sûrement dans le courant de la journée. Nul doute cependant que la prestation de l'équipe, et certains points sur lesquels Joan Laporta n'est pas en accord avec Ronald Koeman, comme le système de jeu en 3-5-2, ont été au cœur des débats...



Harry Kane pose une condition inédite pour rester à Tottenham



L'attaquant anglais est prêt à négocier un nouveau contrat avec son club. Mais à une condition...

« Maintenant je me concentre à aller de l'avant en gagnant avec Tottenham, cette année ne sera pas différente. On a bien commencé en Premier League avec trois victoires et on a un nouveau coach. Je me concentre là-dessus. On veut gagner le plus de matchs possibles et gagner ce trophée (la Premier League, NDLR) que j'ai toujours voulu. Je suis plutôt bon pour m'éloigner de tout. Après la finale, j'étais en Angleterre quelques jours puis je suis parti en vacances deux semaines, j'étais à peine sur mon téléphone. Je savais qu'il y avait beaucoup de bruit autour de moi mais j'étais calme. Je connaissais la situation entre moi et le club. Chacun a son opinion mais je suis totalement concentré sur mon club et mon pays et j'espère vivre une belle année ».

Récemment, Harry Kane dévoilait les dessous de son été plutôt agité en conférence de presse. Après l'Euro avec les Three Lions, il a en effet été question d'un transfert record à Manchester City pour lui. Mais Daniel Levy, le sulfureux président des Spurs, n'a pas cédé, et a repoussé des offres mirobolantes du champion d'Angleterre pour son attaquant vedette.

Une clause pour partir plus facilement

Ce mercredi, l'édition anglaise d'Eurosport dévoile de nouveaux détails sur son avenir. On apprend ainsi qu'il est prêt à prolonger... Mais que les fans des Spurs ne se réjouissent pas trop vite, il est d'accord pour rester, mais à une condition. Il souhaite en effet inclure une clause libératoire dans son contrat, pratique très peu courante en Angleterre, et même quasi-inédite.

Celle-ci lui permettrait de pouvoir partir sans que le club acheteur ne doive entrer dans de dures négociations avec la direction de Tottenham, qui n'ont que peu de chances d'aboutir comme on l'a vu cet été. Reste maintenant à savoir ce qu'en penseront les dirigeants, qui pourraient faire une exception, en plus de devoir proposer un gros salaire à leur vedette. Mais on imagine que Levy voudra que cette clause soit très élevée...



Xiaomi dévoile les lunettes connectées les plus abouties

Son, photo, vidéo, réalité augmentée... Les Xiaomi Smart Glass s'affirment comme les lunettes connectées les plus abouties du moment. L'écran microLED, directement intégré au verre, leur permet de ressembler aux lunettes traditionnelles, l'arsenal technologique en plus.

Là où Google avait essuyé les plâtres -- sans véritable succès avec des Google Glass désormais dédiées aux professionnels--, avec ses lunettes Stories conçues en partenariat avec Ray-ban, Facebook vient proposer des lunettes connectées accessibles.

Mais ces accessoires sont bien loin de ce que vient de dévoiler Xiaomi avec ses Xiaomi Smart Glass. Comme à son habitude, le constructeur chinois met le paquet. Cette fois, il plante une véritable tornade technologique dans une paire de lunettes de 51 g. Contrairement au modèle du réseau social, elles ne se contentent pas de prendre des photos et du son en liaison avec le mobile. À l'instar des HoloLens de Microsoft, elles sont parfaitement autonomes. En plus d'intégrer une caméra, des micros et haut-parleurs dans la monture, le verre droit est équipé d'un

véritable écran monochrome capable d'afficher des informations.

Il s'agit d'une dalle MicroLED directement encapsulée dans le verre. L'épaisseur de ce verre ferait l'équivalent de celle d'un grain de riz selon Xiaomi, et les pixels auraient une taille limitée à 4 micromètres. Une prouesse ! Dans la monture, la puce qui gère cet écran mesure 2,4 mm pour 2,02 mm. Pour les photos et vidéos, un capteur photo de 5 mégapixels est implanté dans le coin supérieur gauche de la monture. Sur ce point, on se souvient qu'en 2013, les Google Glass avaient inquiété les équivalents Cnil du monde entier en ce qui concerne la collecte de données. On remarquera, d'ailleurs que cela ne semble plus vraiment être un problème avec l'arrivée des lunettes connectées de Facebook. Du côté de chez Xiaomi, pour prévenir les personnes à proximité que la caméra est enclenchée, une lumière s'allume en continu. Des lunettes autonomes

Et comme il ne s'agit pas que de lunettes connectées, mais autonomes, comme peuvent l'être certaines montres connectées, l'accessoire intègre aussi une puce



d'architecture ARM dotée de quatre cœurs. Pour animer l'ensemble, un véritable système d'applications mène la danse. Il dispose de toutes celles nécessaires pour passer des appels, afficher les notifications importantes, naviguer grâce à la réalité augmentée et prendre des photos et des vidéos. Xiaomi souligne que l'ensemble pourra servir à traduire en temps réel ce que le porteur des lunettes a devant les yeux. Un module Wi-Fi, Bluetooth, ainsi qu'une puce GPS pour la géolocalisation sont aussi présents. Pour alimenter cet arsenal, une batterie est intégrée. Le constructeur ne dit rien sur son autonomie. Enfin, Xiaomi évoque aussi la présence d'une zone de contrôle tactile. On imagine qu'elle se trouve sur les branches de la paire de lunettes.

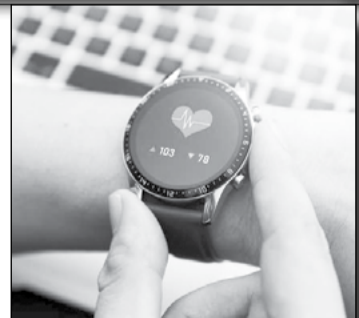
Pour le moment, Xiaomi n'annonce pas de date de commercialisation pour ces lunettes bardées de technologies. Peut-être ne verront-elles jamais le jour en raison du coût de certains composants et notamment, celui de l'écran à microLED. D'ailleurs, le constructeur nous a habitué à dévoiler régulièrement des technologies audacieuses qui n'ont jamais vu le jour. Et puis, il ne faut pas oublier que les HoloLens 2 de Microsoft coûtent au minimum 3.500 dollars et restent cantonnées aux applications professionnelles. Si Xiaomi parvient à casser les prix sur des smartphones très aboutis, cela reste difficile à concevoir pour ce type de lunettes connectées dont le prix des composants reste pour le moment incompressible.

Montres connectées :

Des millions de données personnelles dans la nature

Une base de données de plusieurs gigaoctets a été découverte sur le Web, exposant des millions d'informations personnelles en provenance de d'objets connectés et appareils médicaux.

L'équipe, menée par le chercheur en cybersécurité Jeremiah Fowler, a déterminé que la base de données, mise en ligne sans la moindre protection, provient de l'entreprise newyorkaise GetHealth. La firme propose un service pour synchroniser les données de santé en provenance de différents



appareils connectés. Les informations exposées concernent des utilisateurs situés à travers le monde.

Les utilisateurs Fitbit et Apple les plus concernés

La base de données contient de nombreuses informations sensibles, dont le nom et prénom, le pseudonyme, la



date de naissance, le poids, la taille, le genre, et la date de naissance. Au total, les données proviendraient de centaines d'objets connectés, appareils médicaux et applications de fitness différents. Après une analyse partielle, les chercheurs ont cependant déterminé que les victimes utilisaient essentiellement des bracelets

Fitbit et le Healthkit d'Apple, qui permet de synchroniser des objets connectés à travers un iPhone.

Contacté par l'équipe de WebsitePlanet, GetHealth a confirmé être propriétaire de la base de données et a sécurisé l'accès dans la journée. Toutefois, les chercheurs n'ont pas pu déterminer depuis quand les informations étaient exposées, ni si quelqu'un d'autre y a accédé. Cela souligne encore une fois à quel point il faut être vigilant avec les objets connectés et toutes les données qu'elles collectent.

En Bref...

Zoom a profité de sa conférence annuelle pour annoncer plusieurs nouveautés rapporte O1Net, ce mardi. La plateforme de visioconférence a prévu d'étendre les capacités de traduction et de transcription de son application. L'anglais ne sera donc plus la seule langue concernée par la transcription automatique.

Celle-ci devrait ainsi être réalisée dans une trentaine de langues et sera accompagnée par le déploiement de la traduction en direct dans une douzaine de langues. Ces fonctions devraient être déployées dans le courant de l'année 2022. La plate-forme de visioconférence a annoncé vouloir accompagner ses utilisateurs dans le monde entier, pour qu'ils puissent profiter de son application sans être stoppés par la barrière de la langue.

Un tableau blanc en réalité virtuelle

Autre nouveauté annoncée, Zoom collabore actuellement avec l'équipe en charge d'Oculus chez Facebook pour permettre à ses utilisateurs d'utiliser le tableau blanc dans l'espace de travail de collaboration en réalité virtuelle, Horizons Workrooms. Les utilisateurs pourront donc se retrouver dans la même pièce virtuelle fournie par Oculus en utilisant l'outil de Zoom.

Zoom a prévu que le tableau blanc soit accessible depuis l'application ou sur le Web. L'outil sera utilisable lors d'une réunion ou dans un salon de discussion traditionnel. Il pourra être partagé entre collègues par e-mail, au sein d'une conversation Zoom avec un contact spécifique ou dans un canal de discussion. La nouvelle mouture de son tableau blanc devrait commencer à être déployée dans une version bêta accessible d'ici à la fin de l'année.



Pourquoi il faut éviter les tatouages temporaires chez les enfants

Selon une étude espagnole, les tatouages réalisés par transfert peuvent altérer l'épiderme des enfants. Tout le monde a connu ses tatouages à coller directement sur sa peau que l'on trouvait dans certaines friandises. Très appréciés des enfants, ils pourraient pourtant endommager la barrière protectrice de la peau. C'est la conclusion d'une étude publiée dans le Journal of Clinical Medicine par les chercheurs de Université de Grenade (Espagne). Leur étude a analysé les effets dermatologiques des tatouages permanents, réalisés à l'aide d'aiguilles pénétrant



la peau, et ceux des tatouages temporaires par transfert. Ces derniers seraient les plus dommageables pour la peau : «Les résultats ont montré que la peau sur laquelle des tatouages par transfert avaient été appliqués présentait des températures plus basses, une moins

bonne hydratation de la couche cornée et une plus mauvaise capacité antioxydante globale». «Les niveaux de perte d'eau transépidermique étaient plus élevés dans le cas des tatouages par transfert par rapport à la peau non tatouée, ce qui peut indiquer qu'il existe un certain degré

d'endommagement de la barrière protectrice épidermique de la peau», alertent également les chercheurs.

Attention aux peaux fragiles

Ces spécialistes avertissent que les tatouages de transfert temporaire doivent être utilisés avec prudence, en particulier dans le cas de patients souffrant de lésions cutanées (comme le psoriasis ou une dermatite atopique). Par le passé, d'autres types de tatouages temporaires, dont ceux à base de henné, qui n'ont pas été analysés dans cette étude, ont été associés à un grand nombre de réactions allergiques indésirables.

Dans cette étude, les chercheurs ont également analysé les effets des tatouages permanents. Le chercheur José Pablo Serrano souligne que le «processus traumatique du tatouage» est capable de provoquer des «réactions cutanées indésirables». Cependant, selon cette étude, la peau tatouée en permanence ne diffère pas significativement de la peau non tatouée. «Nous avons conclu que les tatouages permanents ne semblent pas affecter de manière significative la fonction de la barrière épidermique, ce que font les tatouages de transfert».

Le cacao au secours du vieillissement

Une vaste étude est en cours afin de déterminer si une consommation de cacao permet de combattre réellement le vieillissement. Vous hésitez souvent à craquer pour un carré de chocolat noir ? Cette étude va certainement à faire le bon choix. Depuis plusieurs années, les études se multiplient pour lier la consommation de cacao au vieillissement. Connue pour être riche en antioxydants, il pourrait nous aider à mieux combattre les signes de l'âge. En effet, le chocolat est largement considéré comme bénéfique car il a une teneur élevée en flavanols, des antioxydants connus pour produire une puissante réponse anti-inflammatoire.

Mais, pour en être certain, les scientifiques ont mené une vaste étude afin de déterminer l'impact d'une supplémentation en cacao sur la réduction du risque de maladie cardiaque, d'accident vasculaire cérébral et de cancer. Dans ce cadre, ils ont analysé le sang de 600 personnes âgées de 60 ans

L'essai COSMOS (COcoa Supplement and Multivitamin Outcomes Study), a été mené par des chercheurs du Brigham and Women's Hospital et du Fred Hutchinson Cancer Research Center. «Les flavanols sont l'ingrédient principal, en particulier dans le chocolat noir et le cacao est une forme de chocolat plus pure. Il ne fait aucun doute que les flavanols sont bons pour vous, les questions sont

de savoir combien et de quelle manière ils sont bons pour vous», explique le Dr Yanbin Dong, généticien et cardiologue au Georgia Prevention Institute du Medical College of Georgia. Le vieillissement épigénétique Si pour le moment l'efficacité du cacao a été démontré sur des cultures cellulaires et des petits animaux, il n'y avait pas eu d'essais contrôlés randomisés à grande échelle. Le Dr Dong souhaite que cette nouvelle étude apporte des preuves scientifiques solides sur ce qu'il est recommandé – ou non – de donner à son corps. Grâce à cette étude, l'équipe scientifique entend se pencher spécifiquement sur le vieillissement, y compris ce qu'on

appelle «l'inflammation» et le vieillissement épigénétique, tous deux considérés comme de bons indicateurs de l'âge biologique. Lors de cette étude, le Dr Dong analysera les niveaux de facteurs pro- et anti-inflammatoires clés au départ. Ensuite, il entend comparer le sang de ceux qui prennent un

supplément de cacao, une multivitamine ou les deux. Pour les scientifiques, la supplémentation en cacao réduit le vieillissement épigénétique et l'inflammation, réduisant ainsi le risque de maladie cardiovasculaire. Réponse dans quelques années...





Quelles coupes et coiffures quand on a les cheveux clairsemés ?

Vous souffrez de chute de cheveux ? Découvrez les coupes et coiffures idéales pour retrouver du volume et de la densité.

Une coupe asymétrique pour booster le volume

Oubliez les coupes trop classiques. Pour apporter un effet de matière et camoufler les petites zones clairsemées, rien de mieux qu'un carré asymétrique. En plus d'être tendance, il apportera du contraste et de la densité à votre chevelure. N'hésitez pas à ajouter une frange longue qui mettra en valeur



votre regard avec subtilité.

La raie sur le côté pour donner du relief

C'est l'astuce imparable des cheveux fins. Coiffez sa raie sur le côté est un ex-



cellent moyen d'apporter du volume en racines. Carré, coupe mi-longue vaporeuse ou crinière XXL, la raie sur le côté s'adapte à toutes les longueurs. Pour booster encore davantage le volume,

utilisez shampooings et soins volumateurs qui gagnent le cheveu. Avant le coiffage, pensez aussi à crêper légèrement les cheveux à la racine avec un peigne fin.

Une coupe courte dégradée pour apporter de la densité

Vous pouvez aussi vous laisser tenter par une coupe courte. A condition de garder de la matière sur le devant de la tête, avec une frange ou une mèche tirée sur le côté par exemple. L'idée est de garder de la matière pour ainsi obtenir un effet vaporeux et aérien. N'hésitez pas

à les coiffer vers l'arrière en les fixant avec un peu de cire ou de gel. Ce mouvement apporte encore plus de densité.

Les accessoires, parfaits trompe-l'oeil

Que l'on soit jeune ou moins jeune, souffrir d'alopécie n'est jamais facile à accepter. Pour apprendre à vivre avec, essayez de vous tourner vers les accessoires capillaires. Headband, foulard, barrettes... Ils permettent de détourner l'attention mais aussi d'ajouter du relief à vos coiffures.

Pouch bag :

Voici la nouvelle forme de sac qui cartonne cette saison

C'est la rentrée et vous avez envie de dénicher le tout nouveau it-bag qui vous accompagnera partout cet automne ? Misez les yeux fermés sur le Pouch bag ! À mi-chemin entre le sac et la pochette, ce modèle inspiré par la marque italienne Bottega Veneta est sans doute le plus en vogue de cette fin d'année 2021.

Exit le sac boho qui a fait chavirer notre cœur en ce début d'année 2021. En cette rentrée, on mise tout sur le Pouch bag. Avec sa forme ronde, son format large et son absence de anse qui l'apparente à une grande pochette, ce nouvel it-bag à l'esthétique

minimaliste est aussi chic que pratique. Au même titre que le Saddle Bag de Dior ou encore le Cléo de Prada, ce sac s'impose comme l'accessoire must have. Popularisé par la maison italienne Bottega Veneta en 2019, ce modèle ne cesse de se répandre dans nos enseignes et eshops mode préférés, à des tarifs abordables. Pour une rentrée haute en couleur, on s'approprie le Pouch bag dans des teintes peps et flashy en rose, vert, bleu ou encore orange. Les amatrices de motifs et d'imprimés seront également servies. Si vous préférez les accessoires plus sobres, rien ne vous empêchera d'adopter le Pouch bag en version cuir,



tressé, métallique, et même façon éponge. Sans oublier, que côté dimensions, vous aurez le choix : en mini ou maxi, il y en aura vraiment pour tous les goûts, toutes les morphos et tous les budgets. De quoi s'approprier la tendance sans pour autant ruiner son porte-monnaie. Alors que les it-girls le portent déjà, on vous dit comment l'adopter

pour être au sommet des tendances mode de l'automne-hiver 2021-2022.

Sac «Pouch bag» : comment le porter avec style ?

C'est un fait : le Pouch bag upgradera votre silhouette à coup sûr. Avec son esthétique minimaliste, il se porte avec quasiment toutes les autres pièces de votre dressing ! Pour un look sans prise de tête, vous pourrez volontiers le mixer à un jogging tendance, à un sweat ou encore à des baskets telles que des Nike Air Jordan, ultra en vue en ce moment.

Pour une silhouette casual chic pile dans la tendance seventies, on associe ce it-bag à

un jean flare, une jolie blouse fleurie ainsi qu'à des babies plates ou à talons.

Fan des looks rock ? Optez pour le Pouch bag en version cuir ! Associé à une veste blazer, une jupe et à des bottes façon chunky boots, vous allez faire un malheur !

Enfin, le Pouch bag se mixera parfaitement à vos tenues de soirée. Avec une robe et une paire d'escarpins ou encore avec un tailleur pantalon ultra-glamour, vous allez en mettre plein la vue !

Une chose est sûre, il y aura de quoi se concocter des looks ultra-désirables avec ce nouvel accessoire star de l'année 2021.

Astuce beauté

3 astuces mode pour paraître plus jeune

C'est un fait. Choisir les bonnes tenues mais aussi la mise en beauté adaptée et la coiffure parfaite est la clé d'un style moderne et réussi. Une couleur (ou une mauvaise association) peut être fatale et conduire direct au fashion faux-pas : la conseillère en image et reine du style, Cristina Cordula, nous livre quelques conseils pour éviter de faire 10 ans de plus

1. Apporter une note tendance à toutes ses tenues

Style classique et intemporel avec des basiques de la garde-robe ou pas, il est très facile de décaler son look et d'apporter ce petit supplément d'âme à n'importe quelle tenue. Si vous êtes plutôt classique, il suffira juste de décontracter le tout avec une pièce moderne en phase avec les tendances mode du mo-

ment, de mixer par exemple une paire de baskets à un tailleur pantalon ou d'adopter un jean, tout simplement, à matcher en toute tranquillité avec des pièces plus habillées comme une veste blazer ou une jolie chemise. Apporter une touche décontractée à sa tenue rajeunit illico !

2. Bye bye les collants chair de son placard !

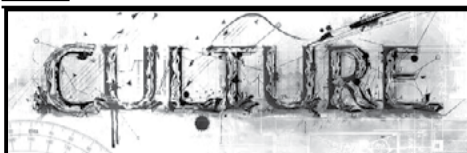
«Ma chériiiiie» ! C'est inter-

dit ! Pour la conseillère star, rien n'est plus «mémérisant» que le collant chair : on ne le répètera jamais assez, mais séparez-en vous une bonne fois pour toutes ! Remplacez-les par un joli modèle noir opaque ou plumetis, ça fera des merveilles, et n'en sera pas moins confortable !

3. Attention aux associations de couleurs !

Dans le rayon «mémérisant»

également : le fait de tenter de marier sac, chaussures et ceinture par exemple, le tout dans la même teinte. Alors oui, le jeu de rappel de couleurs existe bel et bien, mais à condition que la tenue soit ultra-branchée à la base ! Le cas échéant, on passe notre tour et on dépareille les couleurs pour un look beaucoup plus moderne et tout sauf ringard.



Festival du film-espoir de Stockholm:

La «mention spéciale» décernée au jeune Nazim Benaidja

La «mention spéciale» du Festival international du film-espoir de Stockholm (Suède), organisé du 10 au 13 septembre, a été décernée au jeune comédien algérien Nazim Benaidja pour son rôle dans le court métrage «Il Reviendra» de Youcef Mahsas, a annoncé mardi, le Centre algérien pour le développement du cinéma (Cadc) sur sa page Facebook. Produit avec la contribution du Cadc et de la société «Roadcom», «Il reviendra», court métrage de 30 mn, relate une histoire dont les faits se déroulent en 1997 et qui commence dans le salon de coiffure de Salem, quadragénaire qui passe



sa dernière journée à son magasin, car il compte arrêter définitivement son activité et vendre son local.

A quelques instants de la

fermeture, Zaki, 8 ans, pénètre avec son père dans le salon, celui-ci tente alors de convaincre le coiffeur pour lui laisser son enfant,

lui expliquant qu'il a quelque chose d'important à faire et qu'il reviendra le chercher juste après.

Salem commence alors à couper les cheveux du petit tout en discutant avec lui, lorsque soudain, à la tombée de la nuit, une forte explosion retentit dans une rue voisine où un attentat terroriste venait tout juste d'être commis.

Le père n'étant pas revenu, Salem se retrouve seul avec Zaki, brillamment campé par le jeune Nazim Benaidja qui a évolué aux côtés de Slimane Benouari, Souha Oulha, Ouahid Achour et Mohamed Bendaoued.

Déjà projeté lors de différentes manifestations

cinématographiques au Brésil, Portugal, Egypte, Pays-Bas et en Corse notamment, le film de Youcef Mashas, était en lice à Stockholm, parmi 23 autres court métrages, conçus dans des thématiques qui ont mis en avant les enfants et les femmes, entre autre, dans un festival qui a également accueilli dix films en compétition dans la section «longs métrages», totalisant la participation de 24 pays.

La Belgique, l'Allemagne, la France, le Ghana, la Bulgarie, la Grande-Bretagne, l'Egypte, le Liban, les USA ou encore la Palestine, ont figuré parmi les pays participants à ce festival.

Incendie-Khenchela:

Caravane de loisirs pour les enfants des zones endommagées

Les activités d'une caravane pédagogique et de loisirs, destinée aux enfants des zones endommagées par les incendies de forêts, ont été lancées, mardi à l'initiative de la bibliothèque principale de lecture publique de Khenchela en collaboration avec la direction de la culture et des arts, a-t-on appris auprès du directeur de cet établissement culturel, Nadir Bouthrid.

Les enfants de la commune de Chelia dans la wilaya de Khenchela ravagée par les feux signalés durant les mois de juillet et août derniers, sont au rendez-vous cette journée, avec diverses activités culturelles et ludiques, programmées à la maison de jeunes des frères chouhada Founas et au stade

de proximité, en collaboration avec plusieurs associations activant dans ce domaine, a déclaré à l'APS le même responsable.

Il a ajouté à ce propos que la première journée du programme mis en place à cette occasion a été marquée par l'organisation des ateliers intitulés «Comment protéger nos forêts des incendies», dont celui lié à la lecture et le dessin, animé par un président de l'association locale «Lamasat pour les Arts Plastiques», Fouad Balaa, en plus de la programmation d'un concours portant sur «la protection de l'environnement».

Les portes de la bibliothèque mobile ont également été ouvertes pour que les enfants puissent lire des ouvrages

sur l'environnement et le développement durable, a fait savoir le même responsable. Il a été procédé au titre du même programme à la présentation d'une pièce théâtrale «Echaraâ» et des spectacles de clown et de magie.

Des activités, selon la même source, qui ont été accueillies favorablement, par le jeune public, venu nombreux de diverses zones de cette commune.

M. Bouthrid a indiqué que des communications portant sur la prise en charge des personnes affectées par les incendies de forêts, présentées par des psychologues relevant de l'office des établissements de Jeunes (ODEJ) et de la direction de l'action sociale



et de la solidarité (DASS) de la wilaya de Khenchela, ont figuré, en outre au programme. De son côté, l'enseignant, Ismail Arrif a présenté une conférence sur «les aspects de solidarité et de prise en charge des personnes», lors des catastrophes où il a donné des exemples concernant les méthodes de lutte contre les incendies qui ont affecté des milliers d'hectares du couvert

forestier de cette région.

Le village de Ain Mimoune dans la commune de Tamza, a accueilli hier, les festivités de la deuxième journée de cette caravane éducative et récréative, consacrée aux enfants des zones touchées par les feux de forêts, a-t-on signalé des responsables de cette structure relevant du secteur de la culture.

Musique

La Sexion d'Assaut va bientôt sortir un nouveau single

Le retour de la Sexion d'Assaut se fait attendre. Le groupe de rap qui a brillé autour des années 2010 fait monter la température depuis déjà plusieurs mois, et le 14 septembre 2021, c'est Gims, la tête d'affiche de la Sexion, qui a annoncé la sortie d'un nouveau single. Le 30 mai 2021, Gims

annonçait une mauvaise nouvelle à tous les fans en insistant sur le fait que plus aucun album de la Sexion d'Assaut ne verrait le jour. Le prolongement du conflit qui opposait depuis plusieurs d'années la Sexion à son label Wati B.

Époque qui semble donc révolue puisque Gims a

annoncé la sortie d'un nouveau single dans les semaines à venir. «Ce que nous avons prévu avec la Sexion d'Assaut, c'est d'abord de sortir un single. Nous allons le lancer dans les semaines qui arrivent. C'est un signal, il s'agit de prévenir les gens que nous sommes bien là, que nous sommes de retour.» raconte la

star, avant d'ajouter : «Et tous les membres du groupe seront de la partie, sans exception.» Black M et Gims seront aussi présents dans quelques mois pour une grande tournée événement. La France, la Belgique et la Suisse sont concernées par cette aventure, à partir du 23 mars 2022.





Danemark :

Un enregistrement inédit de John Lennon mis aux enchères

Une cassette audio avec un enregistrement inédit de John Lennon, réalisé en 1970 lors d'un séjour méconnu au Danemark, va être mise aux enchères à Copenhague le 28 septembre. Estimé entre 27.000 et 40.000 euros, ce son d'une durée totale de 33 minutes est mis en vente par quatre hommes. Alors adolescents, ils avaient rencontré le chanteur des Beatles venu passer une partie de l'hiver 1969-1970 dans un coin perdu sur la côte ouest du Danemark.

« L'enregistrement est totalement unique car c'est une conversation. Elle a lieu après [une] conférence de presse, avec les quatre lycéens et quelques journalistes et John Lennon leur joue quelques

chansons. L'une d'entre elles « Radio Peace », n'a jamais été publiée », a expliqué une responsable de la maison d'enchères Bruun Rasmussen, Alexa Bruun Rasmussen. « C'est un petit morceau d'histoire du Danemark et quand on l'écoute, on sent que John Lennon se sentait bien au Danemark. On le laissait tranquille et il pouvait vivre sa vie tout simplement », a-t-elle souligné.

Un incroyable concours de circonstances

Fin décembre 1969, dans un épisode tombé dans l'oubli, John Lennon arrive dans le royaume scandinave avec Yoko Ono pour se rapprocher de Kyoko, la fille de cette dernière, qui vit alors avec son père dans le nord du Jutland



(ouest). D'abord passée inaperçue, cette visite, qui ne durera que quelques semaines, interpelle et la star organise une conférence de presse. Suite à

rencontre formelle, dans une ambiance décontractée.

Les adolescents s'étaient avant tout intéressés au militantisme pacifiste du musicien, quelques mois avant la dissolution des Beatles. « Avec cette vente aux enchères, ils veulent transmettre le message de John Lennon », a affirmé Alexa Bruun Rasmussen. Celle-ci vante le charme de l'enregistrement, vendu avec les photographies de la rencontre et le numéro du journal de l'école qui la relate. « Pour écouter les 33 minutes de la cassette, vous avez besoin d'un bon vieux lecteur de cassettes et je pense que cette part de nostalgie ajoute à sa valeur », a-t-elle conclu.

Centrafrique :

Révolution musicale et instruments traditionnels

Les artistes musiciens centrafricains optent désormais pour la révolution de ce secteur d'activité à travers de nouvelles sonorités musicales. C'est l'objet du spectacle qui a été présenté au public de Bangui par Idylle Mamba qui, après plusieurs succès, prône désormais l'utilisation d'instruments musicaux traditionnels pour transmettre les messages ancestraux. « Essayer de faire de la création qui permettra à la fois de faire montrer la Centrafrique autrement, c'est vraiment un travail de recherche, de documentation, de sauvegarde et de valorisation du patrimoine », déclare le directeur artistique Vincent Mambatchaka.

Ce brassage musical n'est pas un hasard, le groupe local choisi par l'artiste et les organisateurs de ce spectacle vient de la région d'Hippy, dans le nord-est de la République centrafricaine, le berceau de l'histoire traditionnelle du pays.

Il sera désormais question pour la Centrafrique de promouvoir cet assemblage d'instruments à base de troncs d'arbres, de racines et d'instruments modernes afin d'amener le traditionnel vers le moderne et le moderne vers le traditionnel, une sonorisation toute particulière différente de celles dont on a l'habitude.

« C'est ce qui fait la qualité de ce travail : partir de racines de troncs pour les associer à des instruments modernes tels que le saxophone, la guitare, le synthétiseur et la voix. C'est quelque chose qui transparaît dans le travail que nous venons de faire », selon Vincent Mambatchaka.

Le groupe Banda Linda, avec son spectacle Racines et rythmes, a été retenu par la programmation du théâtre de la ville de Paris, dans le cadre de la saison Africa 2020 initiée par le président français Emmanuel Macron.



Idris Elba va incarner son personnage de « Luther » dans un nouveau film pour Netflix

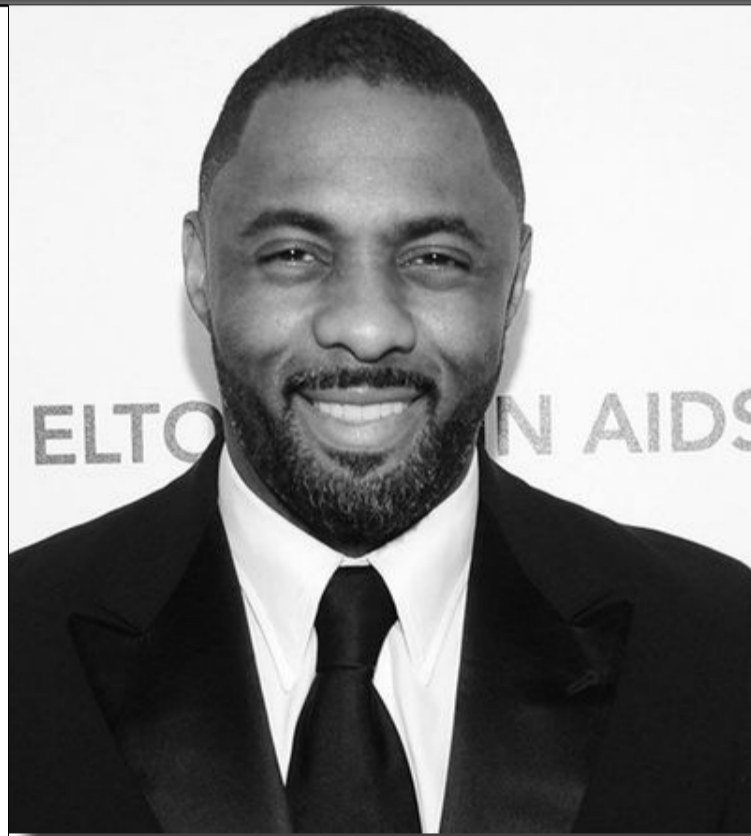
Fans d'Idris Elba, de Luther, ou des deux (il est probable que si vous êtes fan de l'un, vous serez fan de l'autre), réjouissez-vous : le détective le plus torturé et obsessionnel de Londres va faire son retour. Et sur grand écran ! Netflix, qui diffuse la série de la BBC sur sa plateforme, a fait l'annonce surprise sur Twitter. Et l'acteur principal ne sera pas seul.

« Idris Elba reprendra son rôle emblématique – rejoint par Cynthia Erivo et Andy Serkis – dans un nouveau long-métrage écrit par le créateur de la série, Neil Cross », peut-on lire dans le message.

Mystères

Peu de détails ont filtré sur ce nouvel opus des aventures de Luther. On sait simplement que cette fois-ci, l'enquêteur sera confronté à deux « ennemis ». Une détective rivale, interprétée par Cynthia Erivo, et le « méchant » de l'histoire, qui sera incarné par Andy Serkis.

Luther a été un carton total pour la BBC depuis la première saison, diffusée en



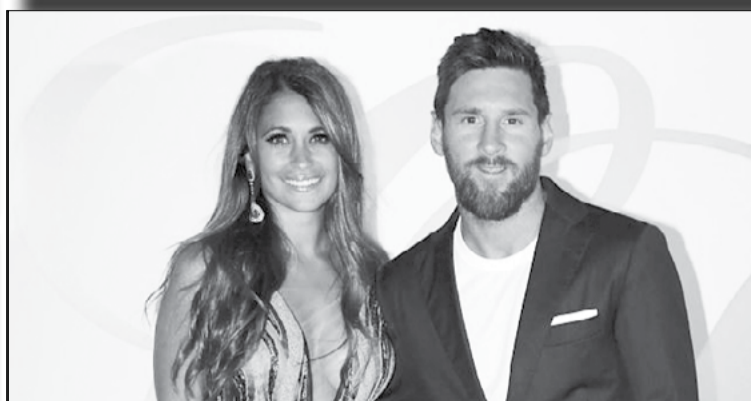
2010. Les cinq saisons ont été quasi-unanimement encensées par la critique. Le programme a valu à sa star un nombre incalculable de nominations, ainsi que cinq victoires à des remises de prix majeures, parmi lesquelles un trophée aux Critics Choice Awards et aux Screen Actors Guild Awards en 2016.

Idris Elba n'a jamais caché

son envie d'incarner Luther sur grand écran, son souhait est donc sur le point de se réaliser. Seule inconnue : la présence ou non de Ruth Wilson, qui interprète la machiavélique et géniale Alice Morgan dans quatre des cinq saisons. Supposée morte à la fin de la dernière, son corps n'a pas été retrouvé...

Michael Schumacher

En Bref...



Lionel Messi, le nouvel attaquant du Paris-Saint-Germain, est dans la capitale française depuis maintenant un mois. En attendant de trouver la demeure de leur rêve, la star argentine et sa famille sont logés au Royal Monceau, un palace 5 étoiles du VIII^e arrondissement, au frais du club parisien. Le couple a de nombreuses exigences pour le logement qui accueillera leur famille. Il aimerait s'installer dans un hôtel particulier avec au moins quatre à cinq chambres, une piscine et une salle de sport, un parking protégé, pas de vis-à-vis, le tout de préférence meublé et en location.

Antonella Roccuzzo, la femme de Lionel Messi, aurait enchaîné les visites ces dernières semaines, selon RMC Sport, et aurait d'ailleurs eu de mauvaises surprises. La mère de famille aurait d'ailleurs visité une demeure impressionnante au

Vésinet, à l'ouest de Paris. Il s'agirait d'un château classé monument historique, inspiré du Petit Trianon de Versailles, composé de 30 pièces avec 2 000 m² d'espace familial, une villa de gardien, des logements pour le personnel, des garages, un cinéma, mais aussi une piscine intérieure. Un bien dont le prix est estimé à 48 millions d'euros. Selon les informations de RMC Sport, Antonella Roccuzzo n'aurait pas encore donné de réponse... Mais si la femme de Lionel Messi était vraiment intéressée par le bien, elle ne prendrait pas la décision sans l'aval de son époux. «Madame Roccuzzo visite. Elle ne valide rien avant une revisite avec son mari. Elle dit à chaque fois que c'est beau et qu'elle aime. Très gentille et polie !», a rapporté une source. Pour le moment, aucune contre-visite de la demeure du Vésinet n'aurait été programmée.

Son fils Mick poste un rarissime cliché à ses côtés

Pour la première fois, la famille Schumacher a donné son accord pour un documentaire sur le pilote, dont la sortie est prévue ce mercredi 15 septembre sur Netflix. Il s'agit d'un grand jour pour Mick, le fils du pilote, qui a publié un émouvant cliché sur ses réseaux sociaux. Le jour tant attendu est arrivé ! Ce mercredi 15 septembre, Netflix dévoile son documentaire inédit sur Michael Schumacher. Un long-métrage qui promet de nombreuses révélations sur le Baron Rouge, puisque c'est la première fois depuis son accident de ski que son épouse Corinna a accepté de s'exprimer. Dans un extrait révélé en amont de la diffusion, elle a d'ailleurs donné de rares indications sur l'état de santé. «Michael manque à tout le monde. Mais Michael est là. Il est différent, mais il

est là. Et ça nous donne de la force, je pense. On est ensemble, on vit ensemble à la maison. Il suit des traitements. On fait tout pour améliorer son état, s'assurer qu'il est à l'aise et pour lui faire sentir notre famille, notre lien», a confié la cavalière avec une grande émotion.

De son côté Mick, le plus jeune fils de Michael Schumacher, s'est lui aussi beaucoup impliqué dans ce documentaire. Il n'a d'ailleurs cessé d'en faire la promotion sur ses réseaux sociaux. Comme ce mercredi, jour de la sortie du long-métrage, dont il a profité pour poster un rarissime cliché au côté de son père.

Mick Schumacher poste un cliché de lui enfant. Sur le cliché en question, Mick est encore un petit garçon, assis sur des rochers au bord de la mer avec son

papa. Bien évidemment il ne s'agit pas d'un cliché récent, puisque comme sa mère Corinna, le jeune pilote refuse de s'épancher sur l'état de santé de son géniteur. Il n'en demeure pas moins que cette photographie a touché les internautes, émus par la situation du jeune homme.

«Aujourd'hui va être un jour super émouvant», «Mick, tu vas me faire pleurer. Restez tous forts», «Je suis extrêmement ému, mais j'ai hâte de regarder le documentaire», «Continue à te battre pour Michael», ont-ils été nombreux à écrire dans les commentaires, alors que sa sœur, Gina, s'est contentée de liker la publication. Près de huit ans après son terrible accident de ski, Michael Schumacher est encore dans tous les esprits...



Ouverture ce jeudi de la plateforme de retrait des ordres de versement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a donné des instructions à l'effet d'ouvrir la plateforme électronique de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) pour permettre à quelque 6.000 souscripteurs de télécharger ce jeudi leurs ordres de versement, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion tenue lundi au siège de son département ministériel à laquelle ont pris part des cadres centraux du ministère,

le Directeur général chargé de la gestion de l'AADL ainsi que les directeurs régionaux de l'agence, M. Belaribi a appelé le DG de l'AADL à «créer une application électronique permettant aux souscripteurs (inscrits en 2013, dont les recours ont été acceptés, n'ayant pas encore versé la première tranche et n'ayant pu être contactés par l'agence) de s'inscrire sur la base électronique, et préparer l'ouverture de la plateforme pour permettre à quelque 6.000 souscripteurs de télécharger leurs ordres de versement le 16 septembre



courant», selon le communiqué. Au terme de la présentation par le DG de l'AADL d'un exposé sur le calendrier des souscripteurs

concernés par le versement de la première tranche dont les recours ont été acceptés et ayant été inscrits en 2013, le ministre a

souligné l'impératif de revoir tous les dossiers et de s'assurer de leur traitement au niveau national.

Concernant les décisions d'affectation, le ministre a ordonné d'accélérer la cadence de réalisation des projets de manière à les livrer le mois prochain.

M. Belaribi a également appelé à régulariser les contrats de logement, toutes formules confondues, et de procéder à la vente de tous les locaux de l'AADL à travers le territoire national, et ce suivant les conditions prévues par la loi.

Confinement : Levée de la suspension de la prière d'El Sobh

Le ministère des Affaires religieuses et des wakfs a appelé, mardi, les directeurs du secteur, à travers les wilayas concernées par le réaménagement des horaires du confinement sanitaire de 22h00 à 05h00, à procéder à «la levée de la suspension de la prière d'El Sobh» dans le respect de toutes les mesures préventives de lutte contre la pandémie.

En application de l'instruction du Premier ministre portant réaménagement des horaires de confinement sanitaire de 22h00 à 5h00 du matin, le ministère

des Affaires religieuses et des wakfs appelle par le biais de l'inspection générale-comité de suivi ministériel-les directeurs du secteur, à travers les wilayas concernées par ce réaménagement à «la levée de la suspension de la prière d'El sobh dans les wilayas non concernées par les horaires de confinement sanitaire».

Le ministère a plaidé, dans ce sens, pour «la relance des activités au niveau du centre culturel et toutes ses annexes, en veillant au respect des mesures préventives de lutte contre la pandémie».



Hamzaoui nommé président de l'Observatoire national de la société civile



Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, mardi, un décret présidentiel en vertu duquel il a nommé M. Abderrahmane Hamzaoui en qualité de président de l'Observatoire national de la société civile, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret présidentiel, conformément à l'article 91, alinéa 7, et l'article 213 de la Constitution, en vertu duquel il a nommé M. Abderrahmane Hamzaoui en qualité de président de l'Observatoire national de la société civile», précise la même source.